

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Constantinople	Lit. 7	Lit. 4
Province.....	» 8	» 4.50
Etranger.....	Frs. 80	Frs. 45

LAISSEZ DIRE : LAISSEZ-VOUS BLAMER, CONDAMNER, EMPRISONNER ; LAISSEZ-VOUS PENDRE, MAIS PUBLIEZ VOTRE PENSEE. PAUL-LOUIS COURRIER.

Journal Politique, Littéraire et Financier

ORGANE FRANÇAIS INDÉPENDANT

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Péra, Rue des Petits-Champs No 5.
TÉLÉGRAMMES : « BOSPHORE » Péra
TÉLÉPHONE : Péra 2689

LE BOSPHERE

CONCERNANT

Le Kurdistan, Smyrne, la Grèce, l'Arménie, la Nationalité, les Capitulations
et la protection des Minorités

LA PAIX TURQUE

Nous avons sous les yeux un exemplaire du texte officiel des conditions de paix présentées à la Turquie le 11 mai dernier. La version française du traité est une forte brochure de 161 pages grand in-8o, accompagnée de trois cartes hors-texte. Elle est divisée en treize parties : 1o) Pacte de la Société des Nations ; 2o) Frontières de la Turquie ; 3o) Clauses politiques ; 4o) Protection des minorités ; 5o) Clauses militaires, navales et aériennes ; 6o) Prisonniers de guerre et sépultures ; 7o) Sanctions ; 8o) Clauses financières ; 9o) Clauses économiques ; 10o) Navigation aérienne ; 11o) Ports, voies d'eau, voies ferrées ; 12o) Travail ; 13o) Clauses diverses. L'ensemble forme un total de 433 articles.

Nous commençons aujourd'hui la publication in-extenso des clauses dont le texte intégral n'a pas encore été publié à Constantinople. Nous avons laissé de côté la première partie qui n'est qu'une reproduction du texte constitutif de la Société des Nations, ainsi que la deuxième, fixant les nouvelles frontières, et dont nous avons déjà publié les dispositions. De même en ce qui concerne les sections I et II des clauses politiques (Constantinople et les Détroits). Nous commençons donc par la section III (Kurdistan), que nous reproduisons littéralement, ainsi que les Sections IV (Smyrne), V (Grèce), VI (Arménie), VII (Palestine), XII (Nationalité) XIII (dispositions générales). Nous avons laissé de côté, comme intéressant moins directement le public de Constantinople, les sections VIII, IX, X et XI, ayant trait au Hedjaz, à l'Égypte et au Soudan, au Maroc et à la Tunisie, à la Libye et aux îles de l'Égée.

Enfin nous donnons également aujourd'hui dans son entier la quatrième partie du traité, consacrée à la Protection des minorités. Nous continuerons demain la publication des autres clauses.

SECTION III

Kurdistan

Art. 62. — Une commission siégeant à Constantinople, et composée de trois membres respectivement nommés par les Gouvernements britannique, français et italien, préparera, dans les six mois à dater de la mise en vigueur du présent Traité, l'autonomie locale pour les régions, où domine l'élément kurde, situées à l'Est de l'Euphrate, au Sud de la frontière méridionale de l'Arménie, telle qu'elle pourra être déterminée ultérieurement, et au Nord de la frontière de la Turquie avec la Syrie et la Mésopotamie, conformément à la description donnée à l'article 27, II-2o et 3o. A défaut d'accord unanime sur quelque question, celle-ci sera référée par les membres de la Commission à leurs Gouvernements respectifs. Ce plan devra comporter des garanties complètes pour la protection des Assyro-Chaldéens et autres minorités ethniques ou religieuses dans l'intérieur de ces régions et, dans ce but, une commission comprenant des représentants britannique, français, italien, persan et kurde visitera les lieux pour examiner et décider quelles réformes, s'il y a lieu, devraient être faites à la frontière de la Turquie là où, en vertu des dispositions du présent Traité, cette frontière coïncide avec celle de la Perse.

Art. 63. — Le Gouvernement ottoman s'engage dès à présent, à accepter et à exécuter les décisions de l'une et de l'autre commission prévues à l'article 62, dans les trois mois de la notification qui lui en sera faite.

Art. 64. — Si, dans le délai d'un an à dater de la mise en vigueur du présent Traité, la population kurde, dans les régions visées à l'article 62, s'adresse au Conseil de la Société des Nations en démontrant qu'une majorité de la population dans ces régions désire être indépendante de la Turquie et si le Conseil estime alors que cette population est capable de cette indépendance et s'il recommande de lui lui accorder, la Turquie s'engage, dès à présent, à se conformer à cette recommandation et à renoncer à tous droits et titres sur ces régions.

Les détails de cette renonciation seront l'objet d'une convention spéciale entre les Principales Puissances alliées et la Turquie. Si ladite renonciation a lieu et lorsqu'elle aura lieu, aucune objection ne sera élevée par les Principales Puissances alliées à l'encontre de l'adhésion volontaire à cet Etat kurde indépendant, des Kurdes habitant la partie du Kurdistan comprise jusqu'à présent dans le Vilayet de Mossoul.

SECTION IV

Smyrne

Art. 65. — La ville de Smyrne et le territoire adjacent décrit à l'article 66 seront, jusqu'à l'établissement de leur statut définitif conformément à l'article 83, soumis aux dispositions de la présente Section.

Art. 66. — Les limites géographiques du territoire adjacent à la ville de Smyrne seront déterminées comme il suit (voir la carte No 1, annexée) :

de l'embouchure de la rivière qui se jette dans la mer Egée à environ 5 kilomètres au Nord de Skalanova, et vers l'Est ;
le cours de cette rivière vers l'amont ;
le cours du bras Sud de cette rivière ;
de là, vers le Sud-Est et jusqu'à l'extrémité occidentale de la crête du Gümüş Dag ;
une ligne à déterminer sur le terrain passant à l'Ouest de Çinar K. et à l'Est de Akche Ova ;
de là, vers le Nord-Est ;
une ligne suivant autant que possible la ligne de crête ;
puis, vers le Nord et jusqu'à un point à choisir sur la voie ferrée de Ayasuluk à Deirmendik à environ 1 kilomètre à l'Ouest de la gare de Balachik ;
une ligne à déterminer sur le terrain de façon à laisser en territoire turc la route et la voie ferrée de Sokia à la gare de Balachik ;
de là, vers le Nord et jusqu'à un point à choisir sur la frontière Sud du Sandjak de Smyrne ;
une ligne à déterminer sur le terrain ;
de là, et jusqu'à un point à choisir dans le voisinage de Bos Dag situé à environ 15 kilomètres Nord-Est de Odemish ; la frontière Sud et Est du Sandjak de Smyrne ;
de là, vers le Nord et jusqu'à un point à choisir sur la voie ferrée de Manisa à Alashehr à environ 8 kilomètres à l'Est de Salihli ;
une ligne à déterminer sur le terrain ;
de là, vers le Nord et jusqu'à Gurenezh Dag ;
une ligne à déterminer sur le terrain passant à l'Est de Mermer Geul et à l'Ouest de Kemer, traversant le Kum Chai approximativement au Sud de Akshalan, et de là suivant la ligne de partage des eaux à l'Ouest de Kavakalan ;
de là, vers le Nord-Ouest et jusqu'à un point à choisir sur la frontière entre les Cazas de Kirkagach et de Ak-Hissar à environ 16 kilomètres à l'Est de Kirkagach et 20 kilomètres au Nord de Ak-Hissar ;
une ligne à déterminer sur le terrain ;
de là, vers l'Ouest et jusqu'à sa jonction

avec la limite du Caza de Soma ;
la limite Sud du Caza de Kirkagach ;
de là, vers l'Ouest et jusqu'à sa rencontre avec la limite du Sandjak de Smyrne ;
la limite Sud du Caza de Soma ;
de là, vers le Nord et jusqu'à sa rencontre avec la limite du Vilayet de Smyrne ;
la limite Nord-Est du Sandjak de Smyrne ;
de là, vers l'Ouest jusqu'à un point à choisir dans le voisinage du Charpakik (Tepe) ;
la limite Nord du Vilayet de Smyrne ;
de là, vers le Nord jusqu'à un point à choisir sur le terrain à environ 3 kilomètres au Sud-Ouest de Keulijé ;
une ligne à déterminer sur le terrain ;
de là, vers l'Ouest et jusqu'à un point à déterminer sur le terrain entre Cape Dahina et Kemer Iskele ;
une ligne à déterminer sur le terrain passant au Sud de Kemer et de Kemer Iskele et de la route joignant ces deux localités.

Art. 67. — Une Commission sera constituée dans les quinze jours qui suivront la mise en vigueur du présent Traité, pour fixer sur le terrain les limites du territoire décrit à l'article 66. Cette commission sera composée de trois membres respectivement nommés par les Gouvernements britannique, français et italien, d'un membre nommé par le Gouvernement hellénique et d'un membre nommé par le Gouvernement ottoman.

Art. 68. — Sous réserve des dispositions de la présente Section, la ville de Smyrne et le territoire décrit à l'article 66 seront, pour l'application du présent Traité, assimilés aux territoires détachés de la Turquie.

Art. 69. — La ville de Smyrne et les territoires décrits à l'article 66 restent sous la souveraineté ottomane. Toutefois la Turquie transfère au Gouvernement hellénique l'exercice de ses droits de souveraineté, sur la ville de Smyrne et les dits territoires. En témoignage de cette souveraineté, le pavillon ottoman sera hissé d'une manière permanente sur un fort extérieur de la ville. Ce fort sera désigné par les Principales Puissances alliées.

Art. 70. — Le Gouvernement hellénique sera responsable de l'administration de la ville de Smyrne et du territoire décrit à l'article 66 et exercera cette administration au moyen d'un corps de fonctionnaires qu'il nommera spécialement à cet effet.

Art. 71. — Le Gouvernement hellénique aura le droit de conserver dans la ville de Smyrne et le territoire décrit à l'article 66 les forces militaires nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité publique.

Art. 72. — Il sera institué un Parlement local avec un système électoral propre à

assurer la représentation proportionnelle de toutes les fractions de la population, y compris les minorités ethniques, de langue ou de religion. Dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur du présent Traité, le Gouvernement hellénique devra soumettre au Conseil de la Société des Nations un projet de système électoral satisfaisant aux conditions prévues ci-dessus ; ce système ne pourra entrer en vigueur qu'après avoir été approuvé par ledit Conseil statuant à la majorité des voix.

Le Gouvernement hellénique pourra retarder les élections pendant la période nécessaire au retour des habitants qui auraient été expulsés ou déportés du fait des autorités ottomanes, sans toutefois que ce délai puisse excéder un an à dater de la mise en vigueur du présent Traité.

Art. 73. — Les relations entre l'Administration hellénique et le Parlement local seront réglées par ladite Administration en conformité avec les principes de la Constitution hellénique.

Art. 74. — Jusqu'à l'établissement du Statut définitif prévu à l'article 83, aucun service militaire obligatoire ne sera appliqué dans la ville de Smyrne et dans le territoire décrit à l'article 66.

Art. 75. — Les dispositions prévues par le Traité particulier visé à l'article 86, et concernant la protection des minorités ethniques, de langue et de religion, ainsi que la liberté de commerce et de transit, seront applicables à la ville de Smyrne et au territoire décrit à l'article 66.

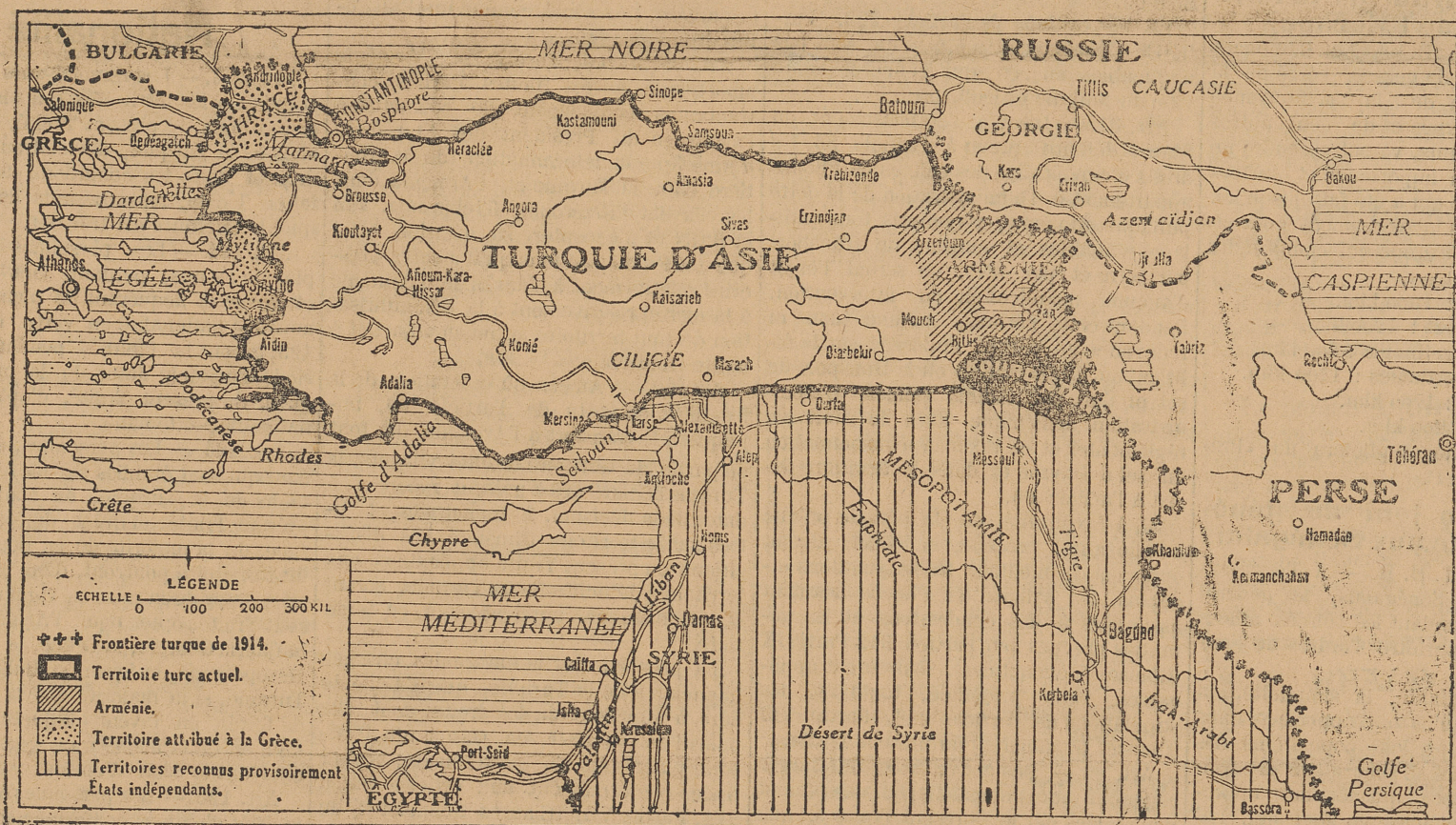
Art. 76. — Le Gouvernement hellénique pourra installer une ligne de douane sur la frontière décrite à l'article 66 et incorporer la ville de Smyrne et le territoire décrit audit article dans le système douanier hellénique.

Art. 77. — Le Gouvernement hellénique s'engage à ne prendre aucune mesure, dont l'effet serait de déprécier la valeur de la monnaie turque existante. Cette monnaie conservera son caractère de monnaie légale jusqu'à l'établissement du Statut définitif prévu à l'article 83.

Art. 78. — Les dispositions de la Partie XI (Ports, voies d'eau et voies ferrées), concernant le régime des ports d'intérêt international et des ports francs ainsi que le transit, seront applicables à la ville de Smyrne et au territoire décrit à l'article 66.

Art. 79. — Au point de vue de la nationalité, les habitants de la ville de Smyrne et du territoire décrit à l'article 66, qui sont de nationalité ottomane et qui ne peuvent, en vertu des dispositions du présent Traité, se prévaloir d'aucune autre nationalité, seront assimilés à tous égards aux ressortissants helléniques.

Voir la suite en seconde page



CARTE DRESSÉE D'APRÈS LES CLAUSES TERRITORIALES DU PROJET DE TRAITÉ TURC

NOS DÉPÊCHES

L'état de siège en Grèce
Athènes, 31 mai.

M. Venizelos a demandé à la Chambre l'autorisation de rétablir l'état de siège.

(Bosphore)
La Conférence de Spa

Paris, 29 mai.

La conférence de Spa sera ajournée pour le mois de juillet à la suite de l'impossibilité pour l'Allemagne d'y assister avant cette date et de la proposition de M. Nitti qui désire soumettre à la Conférence les pourparlers définitifs avec la Yougoslavie sur la question adriatique.

(Bosphore)
L'arbitrage de M. Wilson

Paris, 29 mai.

M. Wilson a télégraphié à Paris qu'il accepte de servir d'arbitre dans la question de la frontière turco-arménienne.

(Bosphore)
France et Grèce

Paris, 29 mai.

La presse française publie des articles sympathiques à la Grèce à l'occasion du voyage du roi Alexandre à Paris. M. Deschanel, recevant à l'Élysée le roi, dit que l'avenir de la Grèce est grand et que la France donnera tout son appui à un pays ami et allié.

(Bosphore)
4 dépêches censurées

Les garnisons de Berlin

Berlin. — A la suite des rumeurs répandues à sujet d'un nouveau coup d'Etat, les commandants des garnisons de Berlin ont soumis au ministre de la guerre une déclaration aux termes de laquelle les troupes s'engagent à soutenir par les armes le gouvernement constitutionnel contre toute révolte de la droite ou de la gauche. Le président d'Empire a exprimé ses remerciements et sa satisfaction. — T.S.F.

Une nouvelle planète

Madrid. — Un rapport a été communiqué à l'Académie des sciences par l'astronome T. Camassola de l'Observatoire de Barcelone, qui a dernièrement découvert une petite planète qui sera appelée Alphonsina. — T.S.F.

France

A propos de la campagne contre les troupes noires

Paris, 31. T.H.R. — Il est intéressant au moment où tant d'allégations mensongères ont été répandues sur nos troupes de couleur de l'autre côté du Rhin, de constater qu'un pieux organe publié par le clergé allemand : « Le Pèlerin Chrétien » reconnaît la correction de l'attitude de nos belles troupes.

On lit, en effet, dans cette publication : Les troupes noires d'occupation se conduisent, en général, correctement. Si on a entendu des plaintes, elles sont dirigées plutôt contre cette catégorie de jeunes filles allemandes, sans vergogne, qui ne craignent précisément pas d'être séduites mais qui, au contraire, cherchent à séduire les autres.

Il n'a jamais été question de réquisitionner les stocks de sucre.

Paris, 31. T.H.R. — La récolte du sucre s'annonce comme très supérieure à celle de l'an passé.

A propos des bruits tendancieux de réquisition des sucres qui ont couru dans la presse, le sous-secrétaire d'Etat du ravitaillement communique la note suivante :

Il n'est pas question et il n'a jamais été question de réquisitionner les stocks de sucre existant en France et que les industriels et commerçants ont pu régulièrement constituer par des achats de sucres exotiques. Ce qui a été envisagé par le sous-secrétariat d'Etat du ravitaillement, c'est l'éventualité de l'acquisition de la prochaine récolte indigène, afin d'assurer pendant une nouvelle période, à un taux modéré la ration de sucre pour la consommation familiale.

La reconstitution des régions libérées.

Paris, 31. T.H.R. — Le conseil suprême des matériaux, de la main-d'œuvre et des transports réunis, sous la présidence de M. Clavelle, a continué l'étude de la question des abris provisoires à achever vers les départements dévastés. Un plan d'utilisation des wagons nécessaires au transport de ces abris a été adopté. Le transport par eau fait également l'objet d'une étude spéciale. Pour permettre de rechercher et de transporter en temps, utiles les matériaux nécessaires aux travaux de reconstruction définitive à entreprendre dès le début de 1921, le conseil a émis l'avis qu'un ordre d'urgence de ces travaux soit établi dans

chaque département. La question de l'exploitation de carrières et de l'utilisation des matériaux récupérés dans les ruines, a fait l'objet d'un rapport qui sera envoyé aux comités départementaux actuellement en voie de formation.

La baisse du change

Paris, 31. T. H. R. — La baisse de la livre sterling et du dollar ayant entraîné une diminution sensible du prix des matières premières, le prix de la laine peignée dont la production en France est contrôlée à Roubaix et à Tourcoing est descendu de 10 à 15. Un certain nombre de commerçants se trouvent, en réalité, quelque peu lésés, mais la plupart de leurs collègues se sont montrés, depuis la dernière grève du textile surtout, très circonspects dans leurs achats de matières premières et la prospérité des industries textiles n'est nullement menacée par l'affaiblissement des cours.

La santé de M. Deschanel

Paris, 31. T. H. R. — La santé du président de la République donne satisfaction à son entourage. La preuve en est que M. Deschanel est sorti samedi en automobile et a fait une longue promenade à pied dans les environs de Paris.

Néanmoins, jeudi prochain, M. Paul Deschanel quittera Paris en automobile pour aller prendre au château de la Montellerie, à Lisieux, en Normandie, les quelques semaines de repos qui lui ont été prescrites par ses médecins et qui lui sont nécessaires après l'accident dont il a été victime.

Un aviateur français va faire le tour de l'Europe

Paris, 31. T. H. R. — Le lieutenant Rogét, brillant as de guerre, héros de la double traversée de la Méditerranée dans la même journée et de cent autres exploits retentissants, va entreprendre un raid dépassant, en importance et surtout en intérêt, tout ce qui a été fait jusqu'ici. Il quittera Paris incessamment pour effectuer un tour d'Europe qui comprendra les étapes suivantes :

Paris-Varsovie : 1600 km.
Varsovie-Bucarest : 1200 km.
Bucarest-Constantinople : 600 km.
Constantinople-Athènes : 1100 km.
Athènes-Rome : 1200 km.
Rome-Paris : 1200 km.
Le lieutenant Rogét pilotera un « Bréguet » de 300 H. P.

Un ordre du jour du général Degoutte aux Sénégalais

Mayence, 31. T. H. R. — A l'occasion du départ des Sénégalais, le général Degoutte, commandant les forces alliées du Rhin, a fait paraître l'ordre du jour suivant :

« Par la cordialité, la simplicité, la bonne humeur qu'ils ont apportées dans leurs relations avec les populations des pays occupés, ils se sont attiré la sympathie de tous ceux qui les ont approchés. Les témoignages en font foi. Les campagnes haineuses contre tout ce qui est français ne les atteignent pas. Ils peuvent fièrement opposer la pureté de leurs mœurs, le sentiment élevé de leurs devoirs d'homme et de soldat, leur passé glorieux, aux accusations perfides de gens qui oublient trop facilement les horreurs dont ils se sont rendus coupables en Afrique, comme en France et en Belgique.

« Je salue leurs drapeaux tout nouveaux et déjà resplendissants de gloire. »

Général Degoutte.

Allemagne

Le discours du chancelier Muller

Berlin, 31. T. H. R. — Dans le discours qu'il a prononcé samedi soir à une réunion du parti socialiste majoritaire, le chancelier Muller après avoir examiné les espoirs que suscite la conférence de Spa, a déclaré notamment :

« Nombreux sont en Allemagne ceux qui ne portent pas la République dans leur cœur. Mais qu'on fait les Helfferich pendant la révolution ? Que nous représente la signature du traité de paix ? Mais c'est Luddendorf qui est responsable, et Luddendorf avait besoin de la légende qui représentait l'Allemagne comme n'ayant jamais été vaincue dans une bataille rangée. »

Le chancelier a ensuite exprimé le regret que les socialistes indépendants n'aient pas accepté, après le coup d'Etat de Kapp, d'entrer dans la collaboration populaire.

« La socialisation, dit-il, ne doit pas être trop précipitée, afin de ne pas exposer l'Allemagne au même sort que la Russie. Les industriels mènent la lutte électorale contre nous avec des procédés vraiment américains. Nous aurons de la peine, mais il n'y a pas lieu de désespérer ? »

Angleterre

Inondations en Angleterre

Londres, 31. T. H. R. — Une véritable catastrophe s'est produite hier dans les comtés du Lincolnshire et du Lancashire, à la suite d'un terrible ouragan qui a provoqué la crue subite de plusieurs rivières. Les villages et la campagne ont été brusquement inondés et de nombreux habitants ont été noyés.

Dans le seul comté du Lincolnshire, on estime à une cinquantaine, au moins, le nombre des morts.

Les affaires d'Irlande

Londres, 31. T. H. R. — Un conseil des ministres très important aura lieu à Londres, mardi matin, sous la présidence de M. Lloyd George qui reviendra spécialement de Cobham, et en présence du maréchal French et de Sir Hamar Greenwood qui sont appelés d'urgence de Dublin pour y prendre part.

Italie

Parlement

Rome, 31. T. H. R. — Le parlement national sera convoqué pour le 8 juin. L'Official publie un décret ordonnant une enquête sur les accaparements ainsi que sur les actions et augmentations de capitaux de certaines banques dont les titres subissent dernièrement de notables fluctuations. En matière de change, le ministre du Trésor aura également recours à des mesures rigoureuses.

Hongrie

La paix

Budapest, 31. T. H. R. — Le conseil hongrois a délibéré sur la question de savoir par quel membre du gouvernement le traité serait signé. Il a été décidé que le ministre de la Défense Nationale, le général Soos, serait délégué pour le signer.

Le général Soos partira sous peu pour Paris.

La paix turque

(suite)

Leur protection diplomatique et consulaire à l'étranger sera assurée par la Grèce.

Art. 80. — Les dispositions de l'article 241, Partie VIII (Clauses financières) s'appliquent en ce qui concerne la ville de Smyrne et le territoire décrit à l'article 66.

Les dispositions de l'article 293, Partie IX (Clauses économiques) ne sont pas applicables en ce qui concerne ladite ville de Smyrne et ledit territoire.

Art. 81. — Jusqu'à l'établissement du Statut définitif prévu à l'article 83, les droits d'exploitation des salines de Phocée appartenant à l'administration de la dette publique ottomane, y compris tous outillage, machines et moyens de transport par terre et par mer, ne seront l'objet d'aucune modification ou intervention. Pendant cette période, aucune taxe ni redevance ne seront imposées sur la fabrication, l'exportation ou le transport du sel produit par lesdites salines. L'administration hellénique aura le droit de réglementer et de taxer la consommation du sel à Smyrne et dans le territoire décrit à l'article 66.

Si, à l'expiration de la période prévue à l'article 83, la Grèce jugerait opportun de modifier les stipulations ci-dessus, les salines de Phocée seraient assimilées à des concessions et les garanties prévues par l'article 812 Partie IX (Clauses économiques), leur seraient applicables, sans préjudice, toutefois, des stipulations de l'article 246, Partie VIII (Clauses financières) du présent Traité.

Art. 82. — Des conventions ultérieures régleront toutes questions qui ne seraient pas réglées par le présent Traité et qui pourraient faire naître l'exécution de la présente Section.

Art. 83. — Lorsqu'une période de cinq années se sera écoulée depuis la mise en vigueur du présent Traité, le Parlement local prévu à l'article 72 pourra, par un vote émis à la majorité des voix, demander au Conseil de la Société des Nations, l'incorporation définitive dans le Royaume de Grèce de la ville de Smyrne et du territoire décrit à l'article 66. Le Conseil pourra requérir un plébiscite préalable dans les conditions qu'il indiquera.

Au cas où ladite incorporation résulterait de l'application de l'article 66, le droit de souveraineté de la Turquie, visé à l'article 69, prendrait fin. La Turquie déclare dès à présent renoncer, en ce cas, en faveur de la Grèce, à tous ses droits et titres sur la ville de Smyrne et sur le territoire décrit à l'article 66.

SECTION V.

Grèce

Art. 84. — Sous réserves des frontières attribuées à la Bulgarie par le Traité de paix signé à Neuilly-sur-Seine le 27 novembre 1919, la Turquie renonce en faveur de la Grèce à tous droits et titres sur les territoires de l'ancien Empire ottoman situés en Europe au delà des frontières de la Turquie fixées par le présent Traité.

Les îles de la mer de Marmara ne sont pas comprises dans le transfert de souveraineté stipulé à l'article 66.

La Turquie renonce, en outre, en faveur de la Grèce à tous ces droits et titres sur les îles de Imbros et Ténédos.

La décision prise par la Conférence des Ambassadeurs à Londres, en exécution des articles 5 du Traité de Londres du 1730 mai 1913 et 15 du Traité d'Athènes du 14 novembre 1913, et notifiée au Gouvernement hellénique le 13 février 1914, concernant la souveraineté de la Grèce sur les autres îles de la Méditerranée orientale, notamment Lemnos, Samothrace, Mitylène, Chios, Samos et Nikaria, est confirmée sans préjudice des stipulations du présent Traité, concernant les îles placées sous la souveraineté de l'Italie et visées à l'article 122, ainsi que les îles situées à moins de trois milles de la côte asiatique. (Voir carte No 1.)

Toutefois, dans la partie de la zone des Détroits et des îles, prévues à l'article 178, placées en vertu du présent Traité sous la souveraineté hellénique, la Grèce accepte et s'engage à observer à moins de stipulations contraires du présent Traité toutes les obligations qu'en vue d'assurer la liberté des Détroits le présent Traité impose à la Turquie dans la partie de ladite zone, y compris les îles de la Mer de Marmara, restant sous la souveraineté ottomane.

Art. 85. — Une commission sera constituée dans les quinze jours qui suivront

la mise en vigueur du présent Traité, pour fixer sur place la ligne frontière décrite à l'article 27, 1-2 o. Cette Commission sera composée de quatre membres nommés par les principales puissances alliées, d'un membre nommé par la Grèce et d'un membre nommé par la Turquie.

Art. 86. — La Grèce accepte, en agréant l'insertion dans un Traité particulier, les dispositions qui seront jugées nécessaires, notamment en ce qui concerne Andrinople, pour protéger en Grèce, les intérêts des habitants qui diffèrent de la majorité de la population par la race, la langue ou la religion.

La Grèce agréera également l'insertion dans un Traité particulier des dispositions qui seront jugées nécessaires pour protéger la liberté du transit et un régime équitable pour le commerce des autres nations.

Art. 87. — La proportion et la nature des charges financières de la Turquie que l'Etat grec aura à supporter en raison des territoires placés sous sa souveraineté, seront fixées conformément aux articles 241 à 244, Partie VIII (Clauses financières) du présent Traité.

Des conventions ultérieures régleront toutes les questions qui ne seraient pas réglées par le présent Traité et qui pourraient faire naître le transfert desdits territoires.

SECTION VI

Arménie

Art. 88. — La Turquie déclare reconnaître comme l'ont déjà fait les puissances alliées, l'Arménie comme un Etat libre et indépendant.

Art. 89. — La Turquie et l'Arménie ainsi que les autres Hautes Parties contractantes conviennent de soumettre à l'arbitrage du Président des Etats-Unis d'Amérique la détermination de la frontière entre la Turquie et l'Arménie dans les vilayets d'Erzeroum, Trébizonde, Van et Bitlis et d'accepter sa décision ainsi que toutes dispositions qu'il pourra prescrire relativement à l'accès de l'Arménie à la mer et relativement à la délimitation de tout territoire ottoman adjacent à ladite frontière.

Art. 90. — Au cas où la fixation de la frontière, en vertu de l'article 89, impliquerait le transfert à l'Arménie de tout ou partie du territoire desdits vilayets, la Turquie déclare dès à présent renoncer, à dater de la décision, à tous droits et titres sur le territoire transféré. Les dispositions du présent Traité applicables aux territoires détachés de la Turquie, seront dès ce moment, applicables à ce territoire.

La proportion et la nature des charges financières de la Turquie, que l'Arménie aura à supporter ou des droits dont elle pourra se prévaloir, en raison du territoire placé sous sa souveraineté, seront fixées conformément aux articles 241 à 244, Partie VIII (Clauses financières) du présent Traité.

Des conventions ultérieures régleront, s'il est nécessaire, toutes questions, qui ne seraient pas réglées par le présent Traité et qui pourraient faire naître le transfert dudit territoire.

Art. 91. — Si une portion du territoire visé à l'article 89 est transférée à l'Arménie, une Commission de délimitation, dont la composition sera ultérieurement fixée, sera constituée, dans les trois mois de la décision prévue audit article, en vue de tracer sur place la frontière entre l'Arménie et la Turquie telle qu'elle résultera de ladite décision.

Art. 92. — Les frontières de l'Arménie avec l'Azerbaïdjan et la Géorgie respectivement seront déterminées d'un commun accord par les Etats intéressés.

Si, dans l'un ou l'autre cas, les Etats intéressés n'ont pu parvenir, lorsque la décision prévue à l'article 89 sera rendue, à déterminer d'un commun accord leur frontière, celle-ci sera déterminée par les Principales Puissances alliées, auxquelles il appartiendra également de pourvoir à son tracé sur place.

Art. 93. — L'Arménie accepte, en agréant l'insertion dans un Traité avec les Principales Puissances alliées, les dispositions que ces Puissances jugeront nécessaires pour protéger en Arménie les intérêts des habitants qui diffèrent de la majorité de la population par la race, la langue ou la religion.

L'Arménie agréera également l'insertion dans un Traité avec les Principales Puissances alliées des dispositions que ces Puissances jugeront nécessaires pour protéger la liberté du transit et un régime équitable pour le commerce des autres nations.

SECTION VII

Syrie, Mésopotamie Palestine

Art. 94. — Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour que la Syrie et la Mésopotamie soient, conformément au paragraphe 4 de l'article 22, Partie I (Pacte de la Société des Nations) provisoirement reconnues comme Etats indépendants, à la condition que les conseils et l'aide d'un mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules.

Une Commission sera constituée dans les quinze jours qui suivront la mise en vigueur du présent Traité, pour fixer sur le terrain la ligne frontière décrite à l'article 27, II 2o et 3o. Cette Commission sera composée de trois membres respectivement nommés par la France, la Grande-Bretagne et l'Italie et d'un membre nommé par la Turquie. Cette Commission sera assistée, selon les cas, d'un représentant de la Syrie, en ce qui concerne la frontière avec la Syrie, et d'un repré-

sentant de la Mésopotamie, en ce qui concerne la frontière avec la Mésopotamie.

Les autres frontières desdits Etats seront déterminées, comme le choix du mandataire, par les Principales Puissances alliées.

Art. 95. — Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour confier, par application des dispositions de l'article 22, l'administration de la Palestine, dans les frontières qui seront déterminées par les Principales Puissances alliées, à un mandataire qui sera choisi par lesdites Puissances. Le mandataire sera responsable de la mise à exécution de la déclaration originairement faite le 2 novembre 1917 par le Gouvernement britannique et adoptée par les autres Puissances alliées, en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, étant bien entendu que rien ne sera fait qui pourrait porter préjudice aux droits civils et religieux des Communautés non juives en Palestine, non plus qu'aux droits et au statut politique profitant aux juifs dans tout autre pays.

La Puissance mandataire s'engage à nommer dans le plus bref délai une Commission spéciale pour étudier toute question et toute réclamation concernant les différentes communautés religieuses et en établir le règlement. Il sera tenu compte, dans la composition de cette Commission, des intérêts religieux en jeu. Le Président de la Commission sera nommé par le Conseil de la Société des Nations.

SECTION XII

Nationalité

Art. 123. — Les ressortissants ottomans établis sur les territoires qui en vertu des dispositions du présent Traité, sont détachés de la Turquie, deviendront de plein droit et dans les conditions de la législation locale, ressortissants de l'Etat auquel le territoire est transféré.

Art. 124. — Les personnes âgées de plus de 18 ans, perdant leur nationalité ottomane et acquérant de plein droit une nouvelle nationalité en vertu de l'article 123, auront la faculté, pendant une période d'un an à dater de la mise en vigueur du présent Traité, d'opter pour la nationalité ottomane.

Art. 125. — Les personnes, âgées de 18 ans, qui sont établies sur un territoire détaché de la Turquie, en conformité du présent Traité, et qui y diffèrent, par la race, de la majorité de la population du dit territoire pourront, dans le délai d'un an à dater de la mise en vigueur du présent Traité, opter pour l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Grèce, le Hedjaz, la Mésopotamie, la Syrie, la Bulgarie ou la Turquie, si la majorité de la population de l'Etat, en faveur duquel l'option est faite est de la même race que la personne exerçant le droit d'option.

Art. 126. — Les personnes ayant exercé le droit d'option, conformément aux dispositions des articles 124 et 125, devront, dans les douze mois qui suivront, transporter leur domicile dans l'Etat en faveur duquel elles auront opté.

Elles seront libres de conserver les biens immobiliers qu'elles possèdent sur le territoire de l'autre Etat, où elles auraient eu leur domicile antérieurement à leur option.

Elles pourront emporter leurs biens meubles de toute nature. Il ne leur sera imposé de ce fait, aucun droit, ou taxe, soit de sortie, soit d'entrée.

Art. 127. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'apporter aucune entrave à l'exercice du droit d'option, prévu par le présent Traité ou par les Traités de paix conclus avec l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie ou la Hongrie, ou par un Traité conclu par les Puissances alliées, ou l'une d'elles, avec la Russie, ou entre les Puissances alliées elles-mêmes, et permettant aux intéressés d'acquiescer toute autre nationalité, qui leur serait ouverte.

Notamment, la Turquie s'engage à faciliter par tous les moyens en son pouvoir, l'émigration volontaire des personnes qui désirent exercer le droit d'option prévu par l'article 125, et à exécuter toutes mesures qui pourraient être prescrites à cette fin par le Conseil de la Société des Nations.

Art. 128. — La Turquie s'engage à reconnaître la nouvelle nationalité qui aurait été ou serait acquise par ses ressortissants d'après les lois des Puissances alliées ou des Etats nouveaux et conformément aux décisions des autorités compétentes de ces Puissances, soit par voie de naturalisation, soit par l'effet d'une clause d'un Traité, et à décharger à tous les points de vue ces ressortissants, en raison de cette acquisition de nouvelle nationalité, de toute allégeance vis-à-vis de leur Etat d'origine.

En particulier, les personnes qui, avant la mise en vigueur du présent Traité, auraient acquis la nationalité d'une des Puissances alliées, en conformité avec la loi de cette Puissance, seront reconnues par le Gouvernement ottoman, comme ressortissants de ladite Puissance, et comme ayant perdu la nationalité ottomane, nonobstant toute disposition contraire de la loi ottomane. Aucune confiscation de propriété ou autre pénalité édictée par la loi ottomane, ne sera en vigueur en raison de l'acquisition de cette nationalité.

Art. 129. — Les Juifs de nationalité non ottomane, établis à la date de la mise en vigueur du présent Traité, l'intérieur des frontières de la Palestine, telles qu'elles seront déterminées conformément à l'article 94, deviendront de plein droit ressortissants de Palestine, à l'exclusion de toute autre nationalité.

Art. 130. — Les femmes mariées suivant la condition de leurs maris et les

enfants âgés de moins de 18 ans suivront la condition de leurs parents pour tout ce qui concerne l'application des dispositions de la présente Section.

Art. 131. — Les dispositions de la présente Section s'appliqueront à la ville de Smyrne et au territoire décrit à l'article 66, dès l'établissement du Statut définitif prévu à l'article 83.

SECTION XIII.

Dispositions générales Capitulations

Art. 132. — Hors de ses limites, telles qu'elles sont fixées par le présent Traité, la Turquie déclare renoncer en faveur des Principales Puissances alliées à tous droits et titres, auxquels elle pourrait prétendre, à quelque égard que ce soit, sur ou concernant tout territoire situé hors d'Europe et n'étant l'objet d'aucune autre attribution en vertu du présent Traité.

La Turquie s'engage à reconnaître et à agréer les dispositions qui sont ou seront prises par les Principales Puissances alliées, d'accord, s'il y a lieu, avec les tierces Puissances, en vue de régler les conséquences de la disposition qui précède.

Art. 133. — La Turquie s'engage à reconnaître la pleine valeur des traités de paix et conventions additionnelles, conclus par les Puissances alliées avec les Puissances ayant combattu aux côtés de la Turquie, à agréer les dispositions qui ont été ou seront prises concernant les territoires de l'ancien Empire allemand, de l'Autriche, de la Hongrie et de la Bulgarie, et à reconnaître les nouveaux Etats dans les frontières qui leur sont ainsi fixées.

Art. 134. — La Turquie déclare dès à présent reconnaître et agréer les frontières de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Grèce, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie, de l'Etat serbo-croate-slovene et de l'Etat tchéco-slovaque, telles que ces frontières auront été fixées par les Traités visés à l'article 133 ou pour toutes conventions complémentaires.

Art. 135. — La Turquie s'engage à reconnaître la pleine valeur de tous les Traités ou arrangements que les Puissances alliées passeraient avec les Etats qui se sont constitués ou se constitueront sur tout ou partie des territoires de l'ancien Empire de Russie, tel qu'il existait au 1er août 1914, et à reconnaître les frontières des ces Etats, telles qu'elles seront ainsi fixées.

La Turquie reconnaît et s'engage à respecter, comme permanente et inaliénable, l'indépendance desdits Etats.

Conformément aux dispositions insérées à l'article 259, Partie VIII (Clauses financières) et à l'article 277, Partie IX (Clauses économiques), du présent Traité, la Turquie reconnaît définitivement l'annulation des Traités de Brest-Litovsk, ainsi que de tous les autres traités, accords ou conventions passés par elle avec le Gouvernement maximaliste en Russie.

Art. 136. — Une Commission composée de quatre membres, respectivement nommés par l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, sera constituée dans les six mois qui suivront la mise en vigueur du présent Traité, pour préparer, avec le concours d'experts techniques des autres Puissances capitulaires, alliées ou neutres qui seront invitées à désigner à cet effet chacune un expert, un projet de réforme judiciaire destiné à remplacer en Turquie le régime actuel des capitulations en matière judiciaire. Cette commission pourra recommander, après consultations du Gouvernement ottoman, l'adoption d'un régime judiciaire, soit mixte, soit unifié.

Le projet préparé par la Commission sera soumis aux Gouvernements des Puissances alliées ou neutres intéressées. Dès que les Principales Puissances alliées l'auront approuvé, celles-ci en feront la notification au Gouvernement ottoman qui, dès à présent, s'engage à accepter le nouveau régime.

Les Principales Puissances alliées se réservent de s'entendre entre elles et s'il y a lieu, avec les autres Puissances alliées ou neutres intéressées, sur l'époque de l'entrée en vigueur du nouveau régime.

Art. 137. — Sous réserve des dispositions de la Partie VII (Sanctions) aucun des habitants de la Turquie ne pourra être inquiété ou molesté, sous aucun prétexte, en raison de sa conduite militaire ou politique ou d'une assistance quelconque, donnée aux puissances alliées ou à leurs ressortissants postérieurement au 1er août 1914, jusqu'à l'entrée en vigueur du présent Traité ; tout jugement prononcé de ce chef à l'encontre d'un habitant de la Turquie sera intégralement annulé et toute poursuite en cours sera arrêtée.

Art. 138. — Aucun des habitants des territoires détachés de la Turquie en conformité du présent Traité ne pourra être inquiété ou molesté, en raison de son attitude politique le 1er août 1914 ou en raison du règlement de sa nationalité en vertu du présent Traité.

Art. 139. — La Turquie renonce expressément à tous droits de suzeraineté ou de juridiction, de quelque nature qu'ils soient, sur les Musulmans ; omis à la souveraineté ou au protectorat de tout autre Etat.

Aucun pouvoir ne sera exercé directement ou indirectement, par aucune autorité ottomane quelconque dans les territoires détachés de la Turquie ou ayant actuellement un statut reconnu par la Turquie en vertu du présent Traité.

PARTIE IV

Protection des minorités

Art. 140. — La Turquie s'engage à ce que les stipulations contenues dans les articles 141, 145 et 147 soient reconnues comme lois fondamentales à ce qu'aucune loi ni aucun règlement, civils ou militaires, aucun irradé impérial ni aucune action officielle ne soient en contradiction ou en opposition avec ces stipulations. et à ce qu'aucune loi, aucun règlement, aucun irradé impérial ou aucune action officielle ne prévalent contre elles.

Art. 141. — La Turquie s'engage à accorder à tous les habitants de la Turquie pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté sans distinction de naissance, de nationalité, de langage, de race ou de religion.

Tous les habitants de la Turquie auront droit au libre exercice, tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance.

Les atteintes au libre exercice du droit prévu à l'article précédent, seront punies des mêmes peines, quel que soit le culte intéressé.

Art. 142. — Considérant qu'en raison du régime terroriste existant en Turquie depuis le 1er novembre 1914, les conversions à l'islamisme n'ont pu avoir lieu normalement, aucune conversion ayant eu lieu depuis cette date n'est reconnue et toute personne non musulmane avant le 1er novembre 1914 sera considérée comme restée telle, à moins qu'après avoir recouvré sa liberté, elle ne remplisse, de sa propre volonté, les formalités nécessaires pour embrasser l'islamisme.

Afin de réparer dans la plus large mesure les torts portés aux personnes au cours des massacres perpétrés en Turquie pendant la durée de la guerre le Gouvernement ottoman s'engage à donner tout son appui et celui des autorités ottomanes à la recherche et à la délivrance de toutes les personnes, de toute race et de toute religion, disparues, ravies, séquestrées ou réduites en captivité depuis le 1er novembre 1914.

Il s'engage à faciliter l'action des commissions mixtes qui seront nommées par le Conseil de la Société des Nations à l'effet de recevoir les plaintes des victimes elles-mêmes, de leurs familles et de leurs proches, de faire les enquêtes nécessaires et de prononcer souverainement la mise en liberté des personnes en question.

Le Gouvernement ottoman s'engage à faire respecter les décisions de ces commissions et à assurer la sûreté et la liberté des personnes ainsi restituées dans la plénitude de leurs droits.

Art. 143. — La Turquie s'engage à reconnaître les dispositions que les Puissances alliées jugeront opportunes relativement à l'émigration réciproque et volontaires des individus appartenant aux minorités ethniques.

La Turquie s'engage à ne pas se prévaloir de l'article 16 de la Convention entre la Grèce et la Bulgarie relative à l'émigration réciproque, signée à Neuilly-sur-Seine le 27 novembre 1919. Dans les six mois qui suivront la mise en vigueur du présent Traité, la Grèce et la Turquie établiront un accord spécial visant l'émigration réciproque et spontanée des populations de races turque et grecque des territoires transférés à la Grèce ou restant ottomans, respectivement.

Au cas où l'accord ne pourrait s'établir, la Grèce et la Turquie auront le droit de s'adresser au Conseil de la Société des Nations, qui fixera les conditions dudit accord.

Art. 144. — Le Gouvernement ottoman reconnaît l'injustice de la loi 1915 sur les propriétés abandonnées (Emval-i-Metrouke) ainsi que de ses dispositions complémentaires, et les déclare nulles et de nul effet dans le passé comme dans l'avenir.

Le Gouvernement ottoman s'engage solennellement à faciliter, dans toute la mesure du possible, aux ressortissants ottomans de race non turque, chassés violemment de leurs foyers soit par la crainte de massacre, soit par tout autre moyen de contrainte depuis le 1er août 1914, le retour dans leurs foyers, ainsi que la reprise de leurs affaires. Il reconnaît que les biens immobiliers ou mobiliers, qui pourront être retrouvés et qui sont la propriété desdits ressortissants ottomans ou des communautés auxquelles appartiennent ces ressortissants, doivent être restitués le plus tôt possible, en quelques mains qu'ils soient retrouvés. Les biens seront restitués libres de toute charge ou servitude, dont ils auraient pu être grevés, et sans indemnité d'aucune sorte pour les propriétaires ou détenteurs actuels, sous réserve des actions que ceux-ci pourront intenter contre leurs auteurs.

Le Gouvernement ottoman accepte que des commissions arbitrales soient nommées par le Conseil de la Société des Nations partout où cela sera jugé nécessaire. Chacune de ces commissions sera composée d'un représentant du Gouvernement ottoman, d'un représentant de la communauté qui se prétendrait lésée ou dont un membre se prétendrait lésé et d'un président nommé par le Conseil de la Société des Nations. Les commissions arbitrales connaîtront de toutes réclamations visées par le présent article et les jugeront en suivant une procédure sommaire.

Lesdites commissions arbitrales auront le pouvoir d'ordonner :

1o la fourniture par le Gouvernement ottoman de la main-d'œuvre pour tous travaux de reconstruction ou de restauration qu'elles jugeront nécessaires. Cette main-d'œuvre sera recrutée parmi les individus appartenant aux races habitant le territoire sur lequel la Commission ar-

La Bourse

Cours des fonds et valeurs

31er Juin 1920
Renseignements fournis par N.A. Alipranti
Galata Havar Han, 37
Cours cotés à 5 h. du soir au Havar Han.

Devises

	Ptrs.	20 Lires	125 —
Livre Sterling...	433	170	Dollars 110
20 Francs...	251	20 Marks	59 75
Drachmes	48	50 Courro	15 75
Leis.....	35	75 B.I.O.	
Banknot. le ém.		Lq. or.	516

Changes

	11 65
Sor Paris	426
London	89 50
New-York	15 60
Rome	5 20
Suisse	2 45
Espagne	
Hollande	

Peu d'affaires en Bourse. On ne note pas de changements importants depuis samedi sur les fonds publics. — On clôture : Unifié 93,50 ; Emprunt ottoman 20 ; Lots turcs 12,90.

Les obligations Anatolie sont constantes à 16,30 pour les I et II et 15,30 pour les III.

Les chèques étrangers ont beaucoup varié depuis samedi.

Le change sur Londres baisse à 426 et le change sur Paris, au contraire, est en hausse marquée à 11,65. D'ailleurs, à Paris, la livre sterling vaut environ 49,90 et le dollar 12,80.

Le change sur Rome est très bien tenu à 15,60, en hausse.

Au Havar Han, on note la hausse des livrettes à 125, des marks à 59,75, des leis à 48,50 et des couronnes à 15,75.

La Politique

L'occupation de la Thrace

31 lignes censurées

Toutefois, nous croyons qu'avant que la question de la paix turque ne soit pleinement éclaircie, aucun événement ne se passera de ce côté à moins que la Bulgarie officielle ne participe à la lutte. Toutes les indications venues de Sofia laissent supposer le contraire. La Bulgarie a signé le traité de Neuilly ; elle entend le respecter. Toute récente et très formelle est à cet effet, la déclaration de M. Ganeff, délégué bulgare à Paris.

15 lignes censurées

L'Informé.

Dernières nouvelles

L'Entente Libérale

A la suite de certaines prétentions excessives de Sadik bey, leader du parti de l'Entente Libérale, plusieurs membres du siège central ont donné leur démission. Ils ont tenu une réunion au cours de laquelle ils ont agité la question de réorganiser ce parti.

Quelques personnalités influentes s'efforcent de réconcilier les deux groupes dissidents.

5 nouvelles censurées

l'arbitrage jugera nécessaire l'accomplissement desdits travaux ;

20 L'éloignement de toute personne qui, après enquête, sera reconnue avoir pris une part active à des massacres ou expulsions ou les avoir provoqués ; les mesures à prendre relativement aux biens de cette personne seront indiquées par la Commission ;

30 L'attribution de tous biens et propriétés ayant appartenu à des membres d'une communauté, décédés ou disparus depuis le 1er août 1914, sans laisser d'héritiers, ces biens et propriétés pouvant être attribués à la communauté aux lieux et places de l'Etat ;

40 L'annulation de tous actes de vente ou constitution de droits sur la propriété immobilière conclus après le 1er août 1914 ; l'indemnisation des détenteurs sera à la charge du Gouvernement ottoman sans pouvoir servir de prétexte pour retarder la restitution. La Commission arbitrale aura cependant le pouvoir d'ordonner la restitution.

La Commission arbitrale aura cependant le pouvoir d'ordonner la restitution. La Commission arbitrale aura cependant le pouvoir d'ordonner la restitution. La Commission arbitrale aura cependant le pouvoir d'ordonner la restitution.

Le Gouvernement ottoman s'engage à faciliter, dans toute la mesure possible, le fonctionnement des commissions et à assurer l'exécution de leurs décisions, qui seront sans appel. Aucune décision des autorités ottomanes, judiciaires ou administratives, ne pourra leur être opposée.

Art. 145. — Tous les ressortissants ottomans seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et poli-

tiques sans distinction de race, de langage ou de religion.

La différence de religion, de croyance ou de confession ne devra nuire à aucun ressortissant ottoman en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, notamment pour l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries.

Le Gouvernement ottoman présentera aux Puissances alliées dans un délai de deux ans après la mise en vigueur du présent Traité, un projet d'organisation du système électoral, basé sur le principe de la représentation proportionnelle des minorités ethniques.

Il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage par tout ressortissant ottoman d'une langue quelconque soit dans les relations privées ou de commerce, soit en matière de religion, de presse, ou de publications de toute nature, soit dans les réunions publiques. Des facilités appropriées seront données aux ressortissants ottomans d'une langue autre que le turc pour l'usage de leur langue soit oralement, soit par écrit, devant les tribunaux.

Art. 146. — Le gouvernement ottoman s'engage à reconnaître la validité des diplômes émanant d'universités ou d'écoles étrangères reconnues, et admettra les titulaires au libre exercice des professions et industries pour lesquelles ces diplômes donnent capacité.

La présente disposition s'appliquera également aux ressortissants des Puissances alliées résidant en Turquie.

Art. 147. — Les ressortissants ottomans appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, jouiront du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants ottomans. Ils auront notamment un droit égal à créer, diriger et contrôler à leur frais, indépendamment et sans aucune ingérence des autorités ottomanes, toutes institutions charitables, religieuses ou sociales, toutes écoles primaires, secondaires, et d'instruction supérieure, et tous autres établissements scolaires, avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion.

Art. 148. — Dans les villes ou régions, où existe une proportion considérable de ressortissants ottomans appartenant à des minorités ethniques, de langue ou de religion, ces minorités se verront assurer une part équitable dans le bénéfice et l'affectation des sommes qui pourraient être attribuées sur les fonds publics par le budget de l'Etat, les budgets municipaux et autres, dans un but d'éducation ou de bienfaisance.

Les fonds en question seront versés aux représentants qualifiés des communautés intéressées.

Art. 149. — Le Gouvernement ottoman s'engage à reconnaître et à respecter l'autonomie ecclésiastique et scolaire de toute minorité ethnique en Turquie. A cette fin et sous réserve des dispositions contraires du présent Traité, le Gouvernement ottoman confirme et soutiendra à l'avenir, dans toute leur étendue, les prérogatives et immunités d'ordre religieux, scolaire ou judiciaire, accordées par les Sultans aux races non musulmanes en vertu d'ordonnances spéciales ou de décrets impériaux (firmans, hattihs, bérats, etc.), ainsi que par des ordres ministériels ou ordre du Grand-Vizir.

Tous décrets, lois, règlements et circulaires émanant du Gouvernement ottoman, et comportant des abrogations, restrictions ou amendements des dites prérogatives et immunités, seront considérés à cet égard comme nuls et non avenue.

Toute modification du régime judiciaire ottoman introduite en conformité des dispositions du présent Traité, sera considérée comme l'important sur les stipulations du présent article, en temps que cette modification affectera les individus appartenant à des minorités ethniques.

ART. 150. — Dans les villes ou régions, où réside une proportion considérable de ressortissants ottomans de religion chrétienne ou juive, le Gouvernement ottoman s'engage à ce que ces ressortissants ottomans ne soient pas astreints à accomplir un acte quelconque constituant une violation de leur foi ou de leurs pratiques religieuses, ni frappés d'aucune incapacité s'ils refusent de comparaître devant les tribunaux ou d'accomplir quelque acte légal le jour de leur repos hebdomadaire. Toutefois cette disposition ne dispensera pas ces ressortissants ottomans, chrétiens ou juifs, des obligations imposées à tous autres ressortissants ottomans en vue du maintien de l'ordre public.

ART. 151. — Les Principales Puissances alliées, après examen en commun avec le Conseil de la Société des Nations détermineront quelles mesures sont nécessaires pour garantir l'exécution des dispositions de la présente Partie. Le Gouvernement ottoman déclare dès à présent accepter toutes décisions qui seront prises sur ce sujet.

L'offensive polonaise

(Communiqué militaire polonais)

Varsovie, 30. T. H. R. (Officiel) Le Bureau polonais de presse communique : L'offensive polonaise au sud de la rivière Dvina a été localisée sur la ligne de Pierwobrody — Vieux Miedzich-Butslaw — Zimbin — Boryssow. L'armée polonaise est en train de dégarnir complètement la rive droite de la Bérésina supérieure.

Quant au reste du cours de la Bérésina, toutes les attaques bolchévistes ayant pour but de forcer le passage de cette rivière sont restées sans résultat.

LES MATINALES

Nous avons eu la vague de paresse au sujet de laquelle tant de chroniques ont été écrites à travers le monde avec tout l'esprit qui convenait. On ne parle plus de cette vague de paresse mais la paresse nous est restée. Une autre vague s'annonce maintenant, à en croire les dépêches transmises hier par les agences : c'est la vague de baisse.

En voulez-vous des vagues ? on en a mis partout. Mais le mot, comme dit l'autre, ne fait rien à la chose. Que la baisse promise déferle comme une vague ou qu'elle éclate comme un coup de tonnerre, peu importe à nos intérêts bien compris. L'essentiel est qu'elle se manifeste dans la vie courante autrement qu'en figures plus ou moins poétiques. Car j'ai bien peur que ce flot ne soit encore un trompe-l'œil destiné à calmer les impatiences et les angoisses des foules affamées.

Le propre des flots que les vents soulèvent et roulent est d'aller se briser sur le rivage dans un éclat d'écume dont il ne reste bientôt plus rien. Qu'elle s'étende, moutonne, et s'enfle dans une poussée permanente, comme on se plaît

à l'assurer, la baisse sur les prix de l'existence ne vaudra guère mieux pour cela, tant qu'elle ne nous apporte pas des prix plus bas au moment de la note à payer.

On nous dit bien ce qui se passe dans les coulisses de l'industrie et du commerce en Amérique, en Angleterre, en France. Mais à quoi sert tout cela si le marché n'en tient nul compte. Au contraire, nous sommes payés ici pour savoir le rapport entre les prix de gros et les prix de détail, entre le prix des matières premières et le prix de l'article en magasin.

La vague ne changerait rien à ces tarifs pour l'excellente raison que ceux-ci sont établis en dépit du bon sens, à l'usage des parvenus, des néo-riches, des snobs et de tous les étrangers, plus ou moins bogards, qui ont imposé à nos mercantils la devise : « Plus c'est cher, plus c'est meilleur ».

Voulez-vous savoir ce qui va résulter de la vague de baisse pour peu qu'on y insiste ?

Je vous le dis entre nous : une nouvelle vague de hausse avec un vertige nouveau et quelques nausées de plus. Tant pis pour ceux qui espèrent autre chose.

VIDI

ECHOS ET NOUVELLES

Le complot contre le grand-vézir

L'Alemdar a donné hier l'histoire de la conspiration ourdie, sans résultat, par les nationalistes contre le grand-vézir Damad Fêrid pacha, à la vie de qui deux fédérés, Dramali Riza, chef des forces nationalistes de Salihli et le lieutenant de vaisseau, Halil Ibrahim, avaient été chargés d'attenter.

Mariage

Hier a été célébré en la chapelle de l'ambassade de France, le mariage de M. Cosme, le sympathique secrétaire du Haut-Commissariat de France, avec Mlle Apikian, fille de Me Apikian, l'avocat avantageusement connu en notre ville. La bénédiction nuptiale a été donnée aux jeunes époux par Mgr Dolci.

Tout le haut personnel de l'ambassade et du consulat ainsi que plusieurs notabilités de Péra ont apporté à M. et Mme Cosme leurs félicitations et leurs vœux.

France et Japon

Paris, 31. T.H.R. — Le *André Le Bon* arriva dimanche à Marseille, ayant à bord le beau-frère du Mikado, voyageant incognito, sous le nom de comte Adzoua et qui vient suivre les conférences de l'école de guerre française.

Les chiens de rues

Ils croissent et poussent comme... les mauvaises herbes. Si leur nombre n'est pas aussi élevé qu'avant la rafle d'il y a quelques années, il n'est pas moins vrai que dans presque toutes les rues de la ville on peut en rencontrer divers échantillons. Les Dr Abdullah Djedvet bey, directeur-général de l'office de santé à déclaré au *Terdjuman* qu'il a donné à la préfecture de la ville des ordres catégoriques en vue de leur disparition d'autant plus que ces derniers temps le nombre des chiens enragés a considérablement augmenté.

— Je constate, a ajouté le Dr Abdullah Djedvet bey, que notre population est hostile à l'extermination des chiens de rue. Mais c'est là une nécessité qui s'impose. D'ailleurs on pourrait citer plusieurs textes sacrés dans lesquels le Prophète relève à diverses reprises les méfaits de la race canine...

Audience impériale

Le grand-vézir Damad Fêrid pacha a été reçu hier par le Souverain à qui il a fourni des détails sur le point de vue du gouvernement au sujet du traité de paix.

Les voyages en Roumanie

Le commissariat roumain communique en date du 11/24 que par décision du gouvernement roumain les provenances de Constantinople passagers et marchandises ne pourront plus entrer en Roumanie que par le port de Soufina où seront appliqués à leur égard ainsi qu'aux bateaux et aux équipages, les mesures sanitaires contre la peste, stipulées par la Convention de Paris de 1903.

Ecole Nationale Juive de Balat

La fête scolaire du 6 juin au profit de l'Ecole Nationale Juive de Balat a été ajournée au 20 juin pour des raisons indépendantes de la volonté des organisateurs.

La mortalité en Russie

Berne. — La mortalité effrayante dans la Russie soviétique est établie par les statistiques de la commission sanitaire de Pétrigade. Elle était de 25 0/0 en 1911 ; de 43 0/0 en 1915 et de 74 0/0 en 1919. La mortalité excède de 62 0/0 les naissances en 1919. Si cette décroissance de la population continue, le peuple russe sera condamné à disparaître dans 20 ans.

(U. S. Lyons).

L'égalité des sexes

Paris. — L'Union de suffragettes françaises a rejeté la proposition de certains sénateurs tendant à exempter les femmes du paiement de la taxe des bacheliers.

L'Union soutient que les femmes doivent bénéficier de l'égalité devant la loi sous tous les rapports. (U. S. Lyons).

Dans l'aviation

Une nouvelle invention est signalée dans l'aviation. Il s'agit d'une aile dite « aile de Handley Page ». Cette invention permettra aux aéroplanes de s'élever plus rapidement dans les airs et de pouvoir être construits dans de moindres dimensions.

(Orient News).

L'armée arménienne

Le *Times* informe que le comité anglo-arménien a publié une proclamation par laquelle il sollicite du gouvernement britannique l'envoi en Arménie d'une mission militaire pour l'organisation de l'armée arménienne.

Les Chrétiens d'Ismidt

Le *Zoghovour-Tzain* apprend que les biens des Arméniens d'Arslanbeg des environs d'Ismidt ont été pillés. La population arménienne de Tashkend, d'Obadjik, de Deungul ainsi que les Grecs de Kara Tépé ont tous émigré. Les forces nationales ont soumis à la torture le prêtre d'Obadjik.

..

Le Conseil laïque du patriarcat arménien a envoyé une somme de 1.000 livres à Ismidt pour être affectée aux besoins des Arméniens qui s'y sont réfugiés.

Statistique sanitaire

Voici la liste de cas de maladie enregistrés du 22 au 29 mai :

— 8 cas de typhus exanthématique dont 1 mortel, 4 cas de fièvre typhoïde dont 2 mortels, 3 cas de diphtérie, 17 cas nouveaux de phthisie et 68 décès parmi les anciens, 51 cas de rougeole dont 1 mortel, 19 cas de grippe, 16 cas nouveaux de pneumonie et 18 décès parmi les anciens, 22 nouveaux cas de maladie organique du cœur et 39 décès parmi les anciens cas, 60 cas de maladie des intestins dont 2 mortels, 8 décès provenant de mort violente ou d'accident, 1 cas mortel de peste.

Eglise protestante française de Constantinople

Dimanche prochain 6 juin, à dix heures du matin, service protestant français dans la chapelle de Péra, Aïnali-Tchesmé, rue Emin Djami, 42, présidé par le pasteur Méteyer, aumonier militaire.

La cour de la justice internationale

La Haye, 30. T.H.R. — Le secrétariat de la Société des Nations convoque pour le 11 juin, au Palais de la Paix, la commission chargée de préparer le projet de la cour de justice internationale.

Les grèves en Espagne

Madrid, 30. T.H.R. — A San Sébastien, la grève générale éclata et les tentatives pour empêcher le travail provoquent des désordres. La gendarmerie chargea. Il y eut plusieurs blessés. L'état de siège est proclamé.

A Valence, une bombe éclata dans un café. Onze personnes furent grièvement blessées. Les manifestants tirèrent des coups de feu sur le service d'ordre. Un gendarme fut tué.

Le raid Rome-Tokio

Rome, 31. T.H.R. — L'aviateur italien Ferrari accomplissant le raid Rome-Tokio est arrivé à Witschou, en Corée.

France et Danemark

Copenhague, 31. T.H.R. — Le roi de Danemark a passé samedi en revue à Copenhague, le 22ème bataillon de chasseurs alpins et un détachement de marins.

Nouvelles de Perse

Bruxelles, 31. T.H.R. — Suivant les dernières nouvelles de Téhéran parvenues à Bruxelles, l'évacuation de la ville est envisagée et des mesures sont prises pour assurer la sécurité des étrangers.

La récolte du sucre

Paris, 31. T.H.R. — Au ministère du ravitaillement, on a déclaré que la récolte du sucre, cette année, sera supérieure à celle de l'année dernière, par conséquent, la réquisition du sucre ne serait pas envisagée.

Mary I. Haralambidis

ET

Thomas Dopridis

Fiancés

Cadikeuy, 30 Mai 1920.

EN QUELQUES LIGNES

— On annonce d'Athènes les fiançailles de M. Sophocle Venizelos, fils cadet de M. Venizelos, président du conseil, avec Mlle Zervoudaki.

— Le sabre d'honneur que les Arméniens d'Egypte vont offrir au général Antranik, est une véritable œuvre d'art. Il a été exposé dans un pavillon spécial à la grande fête de l'Union de bienfaisance arménienne.

— Paris. — La Roumanie mettra à la disposition de la France 8.000 tonnes de pétrole par an. (U.S. Lyons)

Lettre de Sofia

(De notre correspondant particulier)

Sofia, 30 mai.

Le *Napred* a annoncé hier que le mouvement des forces nationales en Thrace a pris de vastes proportions avec l'assistance des Bulgares. M. Dimitroff, ministre de l'intérieur bulgare, est parti pour Silivengrad afin d'examiner de près la situation des émigrés. Le gouvernement bulgare tend à prouver qu'il n'a aucune part dans ce mouvement. Il a donné des instructions pour l'arrestation des bandes qui franchiraient le territoire bulgare.

..

L'armée hellénique a, sur la décision de la Conférence de la paix de Paris, commencé à occuper la Thrace.

Toute la voie ferrée se trouve sous la surveillance des troupes helléniques. Odriine (Kara-Aghatch) a été également occupé par celle-ci.

M. Stamboulisky, premier ministre bulgare, a remis aux représentants de l'Entente une note dans laquelle il expose les conséquences de l'occupation hellénique pour la population bulgare ainsi que la situation critique des émigrés.

Par une autre note il proteste contre cette occupation et affirme que la Thrace fait partie intégrante de la Bulgarie jusqu'à l'exécution du traité de Neuilly.

Un congrès communiste

Le congrès communiste se réunit aujourd'hui à Sofia dans le local de la « Renaissance ». — M.

MOUVEMENT DU PORT

Le bateau de luxe *Yperochi* de la navigation Ioniennne G. Yannoulato Frères, muni de télégraphie sans fil avec cabines réservées et luxueuses partira des quais de Galata jeudi 3 juin à 4 heures p.m. pour Mytilène, Smyrne, Chio et le Pirée, acceptant des passagers de 1re et 3e classes et des marchandises.

La Compagnie accepte également des marchand ses, en transbordement au Pirée, pour les autres ports de la Grèce.

Pour plus amples renseignements s'adresser aux agents généraux, MM. St. Tjélépidès & Th. Stafilopatis, Galata, Merkez Rihim Han, No 24 rez-de-chaussée). Tél. Péra 854.

Le bateau de luxe *Atromitos* de la Navigation Ioniennne G. Yannoulato Frères, muni de télégraphie sans fil, partira des quais de Galata mardi 8 juin à 4 heures p.m. pour Dardanelles, Mytilène, Smyrne, Chio et le Pirée, acceptant des passagers de 1re, 2me et 3me classes et des marchandises.

La Compagnie accepte également des marchandises, en transbordement au Pirée, pour les autres ports de Grèce.

Pour plus amples renseignements s'adresser aux Agents généraux, MM. St. Tjélépidès & Th. Stafilopatis, Galata, Merkez Rihim Han, No 24 rez-de-chaussée). Tél. Péra 854.

Le bateau de luxe *Zakynthos* de la Navigation Ioniennne G. Yannoulato Frères, muni de télégraphie sans fil avec cabines séparées et luxueuses partira des quais de Galata samedi 5 juin à 4 h. p.m. pour Dardanelles, Mytilène, Smyrne, Chio et le Pirée, acceptant des passagers de 1, II et III cl. et des marchandises.

La Compagnie accepte également des marchandises, en transbordement au Pirée, pour les autres ports de la Grèce.

Pour plus amples renseignements s'adresser aux Agents généraux MM. St. Tjélépidès & Th. Stafilopatis, Galata, Merkez Rihim Han No 24 Rez-de-chaussée. Tél. Péra 854.

Le vapeur *Amphitrite* pavillon français part de ce port tous les jeudis à 4 h. du soir pour sa ligne régulière de Gallipoli, Dardanelles, Adramit et retour.

Pour passagers et marchandises s'adresser à l'Agence Générale JOSEPH CRESPIN, Galata-Merkez Rihim Han, Rez-de-chaussée No 19-20 Téléph. Péra 2049.—2

Le bateau de luxe *Adriaticos* pavillon hellène, avec lumière électrique, disposant 170 lits de premier et seconde classe et 200 places abritées de troisième, partira (de notre port) des Quais de Galata, samedi 5 juin à 3 h. du soir pour Mételin Smyrne, Chios, Pirée, Patras, Corfou et Brindisi.

Pour passagers et marchandises s'adresser à l'Agence Générale JOSEPH CRESPIN, Galata. Merkez Rihim Han, Rez-de-chaussée, No 19-20 Téléph. Péra 2049.

Le bateau *Polonia* partira Dimanche 6 Juin pour Sebastopol, Yalta, Theodosia, Kertch acceptant des marchandises.

S'adresser à l'Anglo-Italian Trading Cie Nazi Han ou à l'agent I. Karamonoff Abit han 12 Tel : Péra 851.

Le bateau de luxe *Dodécannissos* de la Navigation *Ilia Hadjilia* jaugeant 700 tonnes, avec une vitesse régulière de 16 milles, disposant de 120 lits de première et seconde classes complètement remis à neuf partira le jeudi 3 juin 10 h. du matin précises pour le Pirée touchant Smyrne.

Arrivée au Pirée dans les 48 heures. Les heures d'arrivée et de départ coïncident avec les arrivées et départs des trains.

Pour plus amples renseignements s'adresser à l'Agence générale Galata, *Minaconli Frères & E. YannaghaKara Moustafa*, Stavropoliohan 1er et, Tél. Péra 653.

Le bateau *Irtiba* sous pavillon anglais partira mercredi 2 juin à 2 h. p.m. de Sirkedji directement pour Sebastopol, Yalta et retour.

Pour marchandises et passagers s'adresser à l'Agence Générale *The British Steamship Agency* Stamboul, Bagtché-Capou No 44, Tél. Stamboul 16.

Le bateau *Elpidoforos* quittera notre port vendredi prochain le 4 juin pour Mersina en touchant à Smyrne, Rhodos et Adalia. Pour marchandises et passager s'adresser à l'Agence T.P. Tagaris, Merkez Rihim Han No 16, 17 Tel. 1779.

Le bateau *Rouslande* de la Société russe de Transports et Assurances partira le 4 juin pour Marseille en touchant à Salonique et au Pirée.

Pour plus amples renseignements s'adresser à l'Agence Centrale Galata, Mounhané, Tél. Péra 2123.

Le bateau *Astoria* battant pavillon anglais, partira le mercredi 2 juin directement pour Batoum et Poti acceptant de passagers de 1re classe et de marchandises.</

En France

A la commission des affaires extérieures

Paris, 31. T. H. R. — La commission des affaires extérieures de la Chambre, sous la présidence de M. Barthou, pour entendre le rapport sur l'entrevue des délégués de la dite commission avec M. Millerand, sur les négociations de Hythe et sur le paiement des réparations dues par l'Allemagne. La majorité de la commission paraît encore hostile au principe du paiement forfaitaire et désirerait appuyer l'action ultérieure de M. Millerand par des indications précises sur les desiderata du parlement français, mais, sans vouloir entraver aucunement la liberté des négociations de M. Millerand.

Importations et exportations

Paris, 31. T. H. R. — Le *Journal Officiel* publie des statistiques indiquant la progression constante des exportations françaises, surtout pour les objets manufacturés. Les importations augmentent aussi, mais comprennent surtout des matières premières industrielles.

Interpellation sur la politique orientale

Paris, 31. T. H. R. — M. Danielou, député, ayant demandé à interpellier le gouvernement sur la politique orientale, M. Millerand déclara ne pouvoir, en ce moment, fournir des explications. M. Danielou consentit à retarder sa demande d'interpellation.

L'état de santé de M. Deschanel

Paris, 31. T. H. R. — Les journaux confirment que M. Deschanel, consentant à se conformer aux prescriptions de ses médecins, quittera Paris prochainement et s'établira assez loin de la capitale pour une assez longue période.

Au conseil des ministres

Paris, 31. T. H. R. — Le conseil des ministres autorise M. Marsal à déposer un projet de loi créant une taxe de naturalisation, de valeurs mobilières étrangères et déterminant le régime fiscal des titres émis en compensation d'autres titres.

Le conseil adopta le projet du régime définitif des blés : tous les blés indigènes de 1920, ainsi que les blés exotiques, seront achetés par l'Etat et la décision du parlement pourra proroger cette disposition d'année en année.

Au Caucase

La Conférence de Tiflis

M. Hamazasb Ohandjian, premier ministre de la République arménienne, a répondu à la proposition de paix faite par le gouvernement azerbaïdjanais en nommant délégués plénipotentiaires de l'Arménie M. Haroutiounian, représentant diplomatique arménien à Bâton, et MM. Bobovian et le Dr Yuzbachian, membres de la délégation arménienne à la conférence de Tiflis.

L'ordre en Arménie

La promptitude et l'énergie répression par le gouvernement arménien des troubles de Kars et d'Alexandropol n'a pas manqué d'avoir une heureuse influence sur les cercles anglais et américains du Caucase. L'ordre règne dans la République arménienne.

L'opinion

du «Daily Telegraph»

Le correspondant particulier du *Daily Telegraph* à Constantinople publie un article sur la situation actuelle en Transcaucasie. Il émet les réflexions suivantes à propos des derniers événements de la République arménienne :

« La justice exige que nous admettions le droit de M. Ohandjian à chercher une issue dans la seule voie possible alors que toute autre existence ne peut se manifester. Il se trouve en face d'un cruel dilemme. Pour le moment l'Arménie a accepté d'entrer en négociations avec Moscou. Le temps seul peut démontrer si la pression des circonstances locales pourra amener la dissolution de l'Arménie ou sa prédominance en Transcaucasie, puisque le peuple arménien est sans contredit le peuple le plus ardent et le plus intelligent parmi les peuples qui y sont établis. »

PROBLÈMES DU JOUR

LA CHERTÉ DE LA VIE

Ses causes et ses remèdes

Notre enquête auprès des Chambres de Commerce

V

L'opinion de M. Fernandez

Le distingué président de la Chambre de commerce italienne me déclare que la question, après les déclarations de ses collègues, lui semble suffisamment débattue. Le phénomène de la vie chère est, d'ailleurs, universel. Il fait l'objet des préoccupations des gouvernements comme des peuples. L'essentiel est que les uns comme les autres se donnent la main pour tarir la source du mal, dans une coopération où chacun apporterait sincèrement sa part d'effort.

— Après cette guerre atroce, dit-il, où l'humanité a été obligée d'accomplir la tâche la plus soutenue et la plus doulou-

reuse, on éprouve le besoin impérieux du relâchement et du repos. Après les souffrances et les privations, on veut jouir plus profondément, plus intensément que jamais peut-être. C'est « une vague de paresse », comme on l'a dit, qui monte, s'enfle, en submergeant l'humanité. Il faut qu'elle s'apaise... La crise est d'autant plus inquiétante, en effet, que ce besoin de repos, de jouissance intense, se révèle à un moment où l'on devrait, au contraire, redoubler d'efforts pour reconstruire les ruines amoncelées et renouveler les stocks épuisés.

D'autre part, une catégorie de personnes a pris pendant la guerre l'habitude de vivre de spéculation, de gagner facilement de grosses sommes. Elle répugne au travail, au travail producteur. Il est nécessaire que ces gens renouent à ces habitudes.

Le remède, c'est donc le travail, le travail dans la paix qui n'est pas encore revenue. C'est aussi l'économie.

Pour me limiter au milieu où nous vivons je dirai la première chose à faire, c'est d'intensifier la production du charbon, ce qui permettra d'effectuer les transports à meilleur marché. Ensuite, il faut développer l'agriculture, afin d'avoir le pain à meilleur prix.

Comme mes collègues l'ont dit, l'idée de créer des coopératives est excellente. On ferait bien de suivre l'exemple de l'Italie où les employés, les fonctionnaires et autres catégories de travailleurs ont fondé des coopératives qui leur permettent de se procurer les articles de première nécessité presque au prix de revient.

Pour ce qui est de la lutte contre la cherté scandaleuse des loyers, elle provient, d'une part, de l'arrêt dans les constructions, d'autre part, de l'afflux considérable et ininterrompue des étrangers à Constantinople. Il serait impossible de remédier au mal par de simples mesures administratives. On n'arrivera à faire baisser les loyers qu'en construisant. Mais cela aussi dépend de l'initiative privée à laquelle devraient venir en aide les pouvoirs publics.

Il répète la crise terrible que traverse l'humanité ne peut être conjurée que si chacun et tous font preuve de bonne volonté.

T. Z.

LA SCÈNE ET L'ÉCRAN

Programme du mardi 2 juin

PERA
Ciné-Amphi. — Nouvelle mission de Judex
« Lucembourg. — La fille des Dieux (2 p.)
« Palace. — Les Trois Printemps
« Eclair. — Cinabar
« Orientaux. — Paris Mystérieux
« Etiole. — Le taureau sauvage
« Cosmograph.

Clara Young

L'opérette juive aux Petits-Champs
Aujourd'hui, 2 juin, Clara Young donnera, vu le grand succès, à la demande générale, pour la 3ème et dernière fois, JACQUES LE MENTEUR (Jekele Blofer) — La location est ouverte.

La nouvelle mission de Judex au Ciné Amphi

Ce grand film à séries a été suivi avec le plus vif intérêt par le public de notre capitale. Le grand Ciné-Amphi, malgré ses vastes dimensions a fait, sans cesse, salle comble.

A partir de Vendredi prochain seront projetés les deux derniers épisodes de la nouvelle mission de JUDEX, intitulés le CRIME INVOLONTAIRE et CHATIMENT. Tous ceux qui ont admiré jusqu'ici les épisodes précédents, de ce chef d'œuvre cinématographique et intéressant, s'empresseront d'aller voir la fin.

Au Ciné Etiole

A partir de ce jeudi 3 juin
SUIVE DE
Paris-Mystérieux
(2me époque), sous-titre :
le PRINCE RODOLPHO
Ce film majestueux d'un effet surprenant et magique sur les masses obtient actuellement au Ciné Etiole un succès éclatant. Le talentueux acteur Serenâ, s'y surpasse. — 2

Société Juive de chant et de musique « Renanah »

Les membres actifs et passifs de la Société sont priés de vouloir bien assister à l'assemblée générale ordinaire qui aura lieu aujourd'hui, le 2 juin à 7 h 1/2. Les précisions dans son local (Ecole Goldschmidt). Etant donné que l'existence de notre Société dépendra des décisions qui y seront prises nous comptons sur la présence de tous nos membres.

Le Comité

UNE ARTISTE PHILANTHROPE

Mme Isa Kremer a pitié des enfants abandonnés

Nous avons eu l'occasion, pendant le concert donné il y a quelques jours au bénéfice de M. Zismanlich, de nous entretenir avec la célèbre cantatrice Mme Isa Kremer, qui s'est fait une fois de plus acclamer par un nombreux auditoire au cours de cette fête.

Notre conversation ne fut pas d'ordre

directement artistique. Il nous a paru inutile de répéter les éloges qu'à plusieurs reprises la presse a décernés à cette incomparable artiste et qu'elle a mérités par des auditions inoubliables. Mais Mme Isa Kremer a abordé des questions sociales. Elle nous a exprimé sa tristesse de la grande dépopulation qui sévit à Constantinople, de la débauche et du gaspillage qui se remarquent chez certaines catégories d'habitants et de l'affreuse misère des enfants abandonnés que l'on rencontre au coin des rues et au seuil des maisons à toute heure du jour et de la nuit.

Sans vouloir connaître les raisons qui ont jeté à la rue tant de bambins et de fillettes, indifférente à la question de leur nationalité, Mme Isa Kremer qui ne veut pas faire de politique nous dit combien cet affreux spectacle la naie et la désole, quel péril social il constitue pour la population en général, combien il lui serait agréable de contribuer à apporter un soulagement à cette enfance infortunée, abandonnée au dieu hasard.

Il importe, ajoute Mme Kremer que l'œuvre de recouvrement et de secours en faveur de ces malheureux soit systématique, générale et soutenue. C'est une œuvre de philanthropie et d'avenir national. Ces petits déshérités devenus grands, après mille et mille souffrances, et jetés dans la bataille de la vie ne sauraient être induits en erreur par cette classe sociale des jouisseurs qui dépensent sans compter et se ruinent sans bonté.

Je voudrais donc pour ma part, conclut la généreuse artiste, faire quelque chose au profit de ces enfants. Dites aux lecteurs du *Bosphore* que je suis disposée à donner gracieusement une série de 10 concerts dont les recettes serviront à soulager tant de misère.

Il nous parut indispensable de « consoler la tristesse de Mme Isa Kremer en lui apprenant que Mme Naar et Mlle Noémie Zéros, émus comme elle-même au tableau de cette souffrance humaine, se sont attelées, vaillamment, depuis un certain temps déjà à la tâche louable de recueillir les petits enfants abandonnés et qu'elles ont réalisé des prodiges de dynamisme et d'héroïsme au milieu des sympathies générales.

En remerciant l'admirable artiste de sa charitable pensée dans le *Bosphore* qui fit siennes l'œuvre de Mme Naar, nous transmettons à qui de droit le vœu de Mme Kremer, persuadée que le public et tous nos confrères s'empresseront d'appuyer et de faire triompher une initiative philanthropique à laquelle nous sommes heureux de rendre hommage.

Geo-Vio.

REVUE DE LA PRESSE

PRESSE TURQUE

Le sens de notre traité

Du Peyam-Sabah :

Si nous comparons avec le nôtre les textes des traités de paix remis à tous nos anciens alliés, nous constatons une grande différence. Chacun d'eux peut être considéré comme une nation, comme un Etat ayant conservé son indépendance bien qu'ils eussent été amoindris. Nous autres, Turcs, nous ne sommes même pas maîtres de notre capitale. Sans la tête, le corps ne saurait certes pas vivre.

Mais sommes-nous aussi coupables qu'eux ? N'est-ce pas l'Allemagne qui nous a entraînés dans cette conflagration ? Il résulte de l'esprit de la convention d'armistice et du discours caractéristique que Lloyd George avait prononcé à cette époque que les puissances de l'Entente étaient alors partisans du maintien d'une Turquie future viable. Qu'est-il survenu dans la suite pour motiver ce changement de tactique ? En réalité, depuis la fin de la guerre, de tels événements se sont produits non seulement en Europe mais encore chez nous, qu'ils ont influé sur notre traité. En tout cas, personne ne peut prétendre que ce traité de paix ait été dicté par les exigences de la guerre générale.

Le Temps émet l'opinion que ce traité n'est pas l'œuvre de ces dernières semaines ; il comporte les résultats des événements se rapportant aux années écoulées. Bien que cette opinion soit vague, une vérité s'en dégage pour un observateur clairvoyant, à savoir que les Puissances ont modifié leurs vues à notre égard sous l'influence des événements extérieurs et intérieurs qui se sont déroulés depuis la conclusion de l'armistice jusqu'à nos jours. Ainsi que le déclare un publiciste français dans le *Bosphore* ces puissances nous ont tenus en dehors de la Ligue des nations en nous considérant comme une nation asiatique.

Ce point de vue aurait été juste si la nation turque n'était composée que des adhérents de l'Union et Progrès et si ce Comité représentait la Turquie. Il y a deux forces qui représentent ce pays : le Sultan et le peuple ; tous les deux n'ont jamais collaboré avec cette caste de tyrans, ni approuvé leurs actes (!) Si nous les Turcs nous nous réfugiions au fond de l'Asie, parmi les nomades du Touran, nous aurons rétrogradé de plusieurs siècles, mais nous ne pouvons concevoir ce que gagnera ainsi l'humanité.

Dans le monde slave

De l'Idkum : Les clauses de notre traité de paix ont exercé une influence profonde dans le monde slave. Un grand nombre de questions qui sont en connexion avec ce traité, concernent également les destinées économiques, voire même politiques de la Russie.

Quel sera l'avis de cette puissance quant à ces questions ?... Il sera subordonné à la forme qu'aura acquise cet

Etat dans l'avenir. Cet avis changera suivant que la Russie sera tsariste, ou bolcheviste ou bien démocratique.

Notre traité de paix ne manque pas d'intéresser également les Slaves en dehors de la Russie, notamment les Yougoslaves.

La Yougo-Slavie manque presque d'un débouché commercial, d'un port important qui puisse lui assurer le contact direct avec le monde commercial. A supposer même qu'elle ait un débouché sur la Mer Adriatique, ce débouché sera d'une importance inférieure à celle des ports de l'Archipel. La bande de terre étroite grecque qui empêche l'Etat yougoslave d'avoir une issue sur cette mer, renforcera son désir de l'avoir. Il a dernièrement réclamé le port de Salonique.

Le projet de la Grèce de s'installer sur le littoral de l'Archipel a également influencé les Tcheco-Slovaques. Tout le monde slave est donc dans un état d'inquiétude et de surexcitation par suite de la nouvelle situation de la Grèce.

La Grèce se trouvera ainsi obligée de se défendre contre tout ce monde.

Le projet de paix

De l'Ileri :

Nous l'avons vu, nous avons vu enfin le grand projet élaboré à la suite d'un travail qui a duré des jours et des nuits.

(censuré)

L'on ne se propose guère de signer au nom de la nation et du Sultan un pareil document. Les Turcs n'ont aucune obligation de renforcer la puissance de la Grèce au détriment de leur mère-patrie pour la défense de laquelle ils ont versé leur sang et sacrifié leur vie. Nous ne pouvons pas comprendre l'obligation des nations occidentales sous ce rapport.

Nous ne courrons pas après des aventures. Y a-t-il lieu de redouter les actes insensés de tel ou tel Etat, alors qu'une Cour suprême telle que la Ligue des Nations sera instituée ?

Il y a également dans le traité plusieurs points qui négligent complètement les Turcs. Les droits des minorités sont sans limites. Quelle est la minorité qui reste encore et qui de par sa population soit en mesure de fonder une école supérieure ou n'importe quoi de semblable, pour que dans notre pays il existe encore des individus tellement affranchis de l'influence du principe des nationalités ?

Les restrictions économiques qui entravent notre développement sur quel résultat de la guerre et sur quelles exigences de la paix future sont-elles basées ?

PRESSE ARMÉNIENNE

Les contours du dernier mouvement

Du Djagadamard :

La phase la plus importante du complot est sans nul doute l'activité turco-azerbaïdjanaise au sujet de laquelle le gouvernement arménien a révélé des preuves irréfutables. Le projet d'occuper Erivan est compris dans ces preuves. L'our se frayer une voie vers le Touran nos ennemis veulent d'un seul coup supprimer la République arménienne en provoquant des révoltes dans ses parties les plus vitales, à Kars, Alexandropol, Nakhitchévan, Karabagh et au Zangéour.

Suivant un projet préparé pour être mis à exécution au mois d'avril, les troupes azerbaïdjanaises vont chercher un prétexte pour provoquer une rencontre avec l'Arménie et franchissant les frontières de cet Etat de concert avec les troupes turques, elles entreprendront des opérations militaires contre la République d'Erivan. Lorsque Halverdorff, le représentant azerbaïdjanais à Erivan, a été déposé quelques mois auparavant dans la zone neutre arméno-géorgienne, il a été trouvé porteur d'une somme de 5.000.000 de roubles affectée aux musulmans de l'Arménie. Le 6 avril, les cavass de l'Azerbaïdjan ont été arrêtés sur la route d'Etchmiadzin ; ils allaient remettre la somme d'un demi million de roubles aux révoltes du Zangéour. Le Dr Hadjief faisait de son côté parvenir deux millions de roubles aux rebelles musulmans de Tchildir (Kars).

Le gouvernement arménien ayant mis à découvert toutes les machinations du dernier mouvement ne saurait plus se justifier s'il tente de nouveau des gestes de générosité et de clémence.

Il importe d'expulser du territoire arménien tous ceux qui ne peuvent se faire à l'idée d'un Etat arménien indépendant et qui cherchent per fas et ne fas à saper ses fondements.

Le gouverneur de la République, a accepté ce point de vue fondamental, il reste à l'exécuter sans défaillance.

Les Turcs ont-ils raison

d'être mécontents ?

Du Joghovourti-Traïn :

Suivant le traité de paix turc, une vaste contrée est laissée à la Turquie. Elle s'étend de la mer Noire à la mer Méditerranée, de l'Archipel jusqu'au plateau arménien. Elle a une superficie double de la France et compte parmi les contrées les plus riches en ressources naturelles. Elle va nourrir une population de 5 à 6 millions d'âmes.....

Bureau Russe de Travail

288 Grand Rue de Péra, au-dessus du Bon Marché ouvert de 9 à 15 h.

Le Bureau indique aux administrations et personnes privées les réfugiés russes pouvant travailler comme ingénieurs, mécaniciens et conducteurs d'autos, médecins, sœurs de charité, juristes, interprètes, comptables, employés des bureaux, dactylographes, agronomes, agriculteurs, bonnes et gouvernantes vendeurs et vendeuses, ouvriers, artisans etc,

BANQUE D'ATHÈNES

Société Anon.—CAPITAL entièrement versé : Drms 60,000,000
Siège Social à ATHÈNES

SUCCURSALE

DE CONSTANTINOPLE

Galata, Rue Voïvoda
Téléphone Péra 1926/27

SOUS AGENCE DE STAMBOUL

106 Maidandjik en face du Ministère des Postes et Télégraphes
Téléphone Stamboul 618.

AGENCES : EN GRÈCE : Agrinio, Calamata, Candie, Chalkis, La Canée, Cavalla, Chio Janina, Larissa, Lemnos (C astro), Mélini, Patras, Le Pirée, Rethymno Salonique, Samos Vathy et Carlovassi) Syra, Tripolitsa, Volo.

EN TURQUIE : Smyrne. — EN ÉGYPTE : Alexandrie, Le Caire. — A LONDRES : 22, Fenchurch Street. — A MARSEILLE : — A CHYPRE : Limassol.

LA BANQUE D'ATHÈNES s'occupe de toutes opérations de Banque telles que : Escomptes, Recouvrements, Avances sur Titres et Marchandises ; Emission de lettres de crédit, de chèques et ordres de paiement ; Garde de titres, Location de Coffres-forts ; Ordres de bourse ; Paiement de coupons ; Ouverture de Comptes-Courants ; Achat et Vente de Devises et Monnaies étrangères.

LA BANQUE D'ATHÈNES reçoit des fonds en comptes de dépôts à vue et échéances fixes ; accepte des marchandises en consignation et en dépôt libre. Service spécial de Caisse d'Épargne à 4 0/0 d'intérêt.

E. C. PAUER & C^o

Siège Central : GÈNES

SUCCURSALES : Milan, Naples, Trieste, Fiume, Prague, Vienne, Budapest, Zurich, Marseille, Barcelone, Smyrne, Samsoin.

DIRECTION GÉNÉRALE POUR L'ORIENT

Erzeroum Han, Stamboul. Télég one : Stamboul 1175.

Représentants exclusifs des :

J. ARON & C^o INC. (New-York)

Exportation de TOUS les produits américains

Unione Stearinerie Lanza GÈNES Les plus grandes fabriques de bougies et savons.

Donald Campbell & Co Ltd LONDRES Sucres, cafés, épices et produits chimiques.

Santos Amaral Lida LISBONNE La bien renommée fabrique de sardines et conserves alimentaires.

Fabrique Galettine de TURIN Les fameux chocolats «Stellone» biscuits et cacao etc., etc.

Avant de placer vos ordres pour n'importe quel article téléphonez à St. 1175

Ligne Française du Levant

SOCIÉTÉ "LES AFFRETEURS RÉUNIS"

JEAN STERN, Administrateur-Directeur

SIÈGE SOCIAL : 15 Rue Scribe, Paris

FLÔTE

TONNES	TONNES
Titan. 8000	Les Baléares. 1800
Olympe. 8000	Industria. 1800
Jean Stern. 7000	Mongibello. 1500
Bacchus. 7000	Apollon. 1400
Silène. 7000	Gloria. 1400
Phœbus. 7000	Maréchal Foch. 1000
Andrée. 6000	Mars. 1000
Vulcain. 6000	Mont Saint-Clair. 1000
Edouard Shaki. 6000	Eros. 1000
Jupiter. 6000	Sahara. 1000
Eole. 5500	Nice. 750
Flora. 5500	Diane. 750
Cérès. 5500	Maréchal Joffre. 600
Hercule. 5000	Gaulois. 600
Junon. 4500	Victoria. 600
Pomone. 3300	Guyenne. 400
Labor. 3300	Nouveau Conseil. 350
Ars. 3300	Mayenne. 350
Nérée. 3000	Ville d'Arzew. 300
Vénus. 3000	Esperanto. 300
Libertas. 3000	Pan. 300
Bellone. 2200	Jeanne Antoinette. 250

Services réguliers Angleterre, Hollande, Belgique et France

SUR L'ORIENT ET VICE-VERSA

Départ bi-mensuels de Galatz et Constantinople sur

Marseille, Bordeaux, Nantes, Anvers Hull

par cargo-boats de 1re classe

Pour frêts et renseignements s'adresser à l'agence générale de la

LIGNE FRANÇAISE DU LEVANT

Société "Les Affréteurs Réunis"

Galata, Sinasson Han. Perchembé-Bazar — Téléphone Péra 645.

Offres et Demandes

Machine à vapeur, chaudières à vendre. Une machine à vapeur type marine 160 chevaux toute neuve. Trois chaudières inscrites de 100 livres de pression chacune. S'adresser au No 19 Balcapan han Stamboul. 2307.

On cherche à louer immédiatement pour 6 mois une maison bien meublée avec lingerie vaisselle etc. avec jardin au Taksim ou Nisantatche. salle de bain et installation complète de rigueur. S'adresser American foreign trade corporation Stamboul. Makmoudi han, Sirkedji. 2239

On demande dégraisseur connaissant bien le métier et pouvant fournir références. S'adresser Sultan Hamam, Messadet han No21. 2309

Lutte anti-vénérienne

Le spécialiste bien connu Dr K. Saradjian vient d'installer un dispensaire dans sa Clinique de Péra, Parmak-Kapou spécialement anti-vénérienne, où la public peut aller jusqu'à 3 heures après une relation suspecte pour recevoir des soins prophylactiques.

Service de nuit de 10 à 12 h.

Spécialiste-Vénérologue

Dr K. Saradjian

Péra, Parmak-Kapou.

en face du consulat de Grèce

Consultation : 9-12 et 2-8 sauz

les di-manches.